



EXTRAIT DE PÉTITION

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 747 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE le logement est un vecteur d'égalité, de dignité et de cohésion sociale;

CONSIDÉRANT QUE l'État est responsable de mettre en œuvre le droit fondamental à un logement convenable et de réglementer les acteurs financiers portant atteinte à ce droit;

CONSIDÉRANT QUE la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le logement convenable a qualifié les activités des grandes sociétés immobilières de souvent incompatibles avec le droit au logement;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec :

- De mettre en œuvre, avec les autres paliers gouvernementaux, un plan pluriannuel pour assurer que l'ensemble des ménages québécois ait accès, d'ici 2030, à un logement abordable et stable, répondant à ses besoins, conformément à la Stratégie nationale sur le logement;
- D'inclure le droit à un logement convenable dans la Charte des droits et libertés et y prévoir un recours contre les pratiques abusives;
- D'adopter une taxation pour réduire la spéculation immobilière tout en développant la vitalité des quartiers;
- De mieux encadrer le marché locatif en adoptant les mesures suivantes :
 - créer un registre obligatoire des loyers;
 - obliger les propriétaires à respecter les taux d'augmentation de loyer du Tribunal administratif du logement;
 - renverser le fardeau de la preuve lorsqu'il faut démontrer le bien-fondé des reprises de logement et des rénovations;
 - veiller à l'application de la réglementation encadrant les reprises de logement et l'hébergement touristique, tel que Airbnb;
- De bonifier les mesures d'hébergement d'urgence pour soutenir les ménages vulnérables.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Andrés Fontecilla
Député de Laurier-Dorion

2021-09-27

Date de signature de l'extrait



EXTRAIT DE PÉTITION

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 747 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

WHEREAS housing is a vector for equality, dignity and inclusive community;

WHEREAS the State is responsible for the implementation of the right to adequate housing and for the regulation of financial actors who infringe upon this right;

WHEREAS the UN's Special Rapporteur on housing has found that the activities of large real estate companies are often incompatible with the right to adequate housing;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

We, the undersigned, ask the Government of Québec:

- To put into place a multi-year intergovernmental plan ensuring that by the year 2030, all Quebec households have access to affordable and stable housing that meets their needs, consistent with the National Housing Strategy;
- To include the right to adequate housing in the Charter of Human Rights and Freedoms, giving the right to a remedy against abusive rental practices;
- To implement a tax system to reduce real estate speculation while still nourishing neighbourhood life;
- To better regulate the rental market by adopting the following measures:
 - create a compulsory lease registry;
 - oblige landlords to respect the Administrative Housing Tribunal's rent increase rates;
 - reverse the burden of proof in demonstrating the validity of repossessions and renovations;
 - enforce existing rules on repossessions as well as tourist accommodations, such as Airbnb;
- Enhance emergency housing measures to support vulnerable households.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Andrés Fontecilla
Député de Laurier-Dorion

2021-09-27

Date de signature de l'extrait